
L'Instruction supérieure des Jeunes filles en Russie.

Numéro d'inventaire : 1979.17441

Auteur(s) : G. Cahen

Type de document : article

Éditeur : A travers le monde

Date de création : 1909

Description : 2 feuilles. Déchirures sur les bords et à la pliure.

Mesures : hauteur : 301 mm ; largeur : 215 mm

Notes : Russie.

Mots-clés : Systèmes éducatifs étrangers

Filière : Université

Niveau : Supérieur

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 4

ill.



L'Instruction supérieure des Jeunes filles en Russie.

Nos Universités accueillent chaque année un nombre relativement considérable de jeunes filles russes. Ce n'est pas à dire cependant que l'instruction supérieure leur fasse défaut dans leur pays, comme on peut s'en rendre compte par l'article ci-dessous.

EN Russie, on assiste en ce moment à un phénomène singulier. Le pays est un des plus arriérés de toute l'Europe sous le rapport de l'instruction populaire. Le pourcentage des illettrés n'y descend jamais au-dessous de 50 pour 100 et monte souvent à 80, 90 pour 100 suivant les « gouvernements » ou provinces. Les femmes du peuple, les paysannes qui représentent au moins les 3/4 de la population féminine ne savent ni lire, ni écrire. La population déjà pauvre et misérable — le nombre et le chiffre total des emprunts étrangers, près de 20 milliards, suffiraient à le prouver — a subi la guerre étrangère de 1904-1905, passé par les troubles politiques de 1905 1906, supporté plusieurs années de mauvaises récoltes, la famine, sans parler des maladies épidémiques : le choléra, une sorte de typhoïde très dangereuse. Et, dans un milieu aussi défavorable à l'instruction primaire, à plus forte raison à l'instruction supérieure, se sont implantés, développés et multipliés des cours supérieurs pour jeunes filles qui prennent à l'heure présente une extension presque vertigineuse. Saint-Petersbourg et Moscou en possèdent de très nombreux, très variés et très fréquentés. Les autres villes d'Université¹ suivent

leur exemple et de Varsovie à Tomsk, d'Helsingfors à Odessa la Russie se couvre d'établissements d'instruction supérieure pour les jeunes filles. Pourquoi les jeunes filles donnent-elles l'exemple? Qu'est-ce qui les attire à ces cours? Comment, malgré le manque complet de ressources, s'organisent-elles pour les suivre?

L'instruction secondaire des jeunes filles en

Russie a précédé et jusqu'à un certain point engendré l'instruction supérieure. Dès 1764 Catherine II fonda, sur le modèle de Saint-Cyr, une pension pour demoiselles nobles au couvent de Smol'nyi à Saint-Petersbourg; c'est la première école secondaire officielle de jeunes filles en Russie. Plus tard la femme du tsar Paul I^{er} (1796-1801), la tsarine Marie-Féodorovna, mit à la mode des instituts



UN INSTITUT DE DEMOISELLES A MOSCOU.

D'après une photographie.

qui ressemblaient fort à nos couvents : un régime d'internat rigoureux sans sorties durant les dix années d'études, une discipline militaire, des connaissances superficielles, sauf pour le français toujours très en honneur. Ils existent encore aujourd'hui et se distinguent les uns des autres par la couleur de la robe des pensionnaires¹. Vers le milieu du XIX^e siècle le

1. Pour 126 millions d'habitants (recensement de 1897) la Russie possède 10 Universités; la Suisse 7 pour 3 millions et demi d'habitants.

1. Bleu, vert, rouge sombre, etc., avec un grand col, des manches et un tablier blancs. L'uniforme imposé à toutes les élèves des lycées de filles est brun sombre avec un tablier noir.

d'accoucheuses, masseuses, sans parler des conservatoires, des écoles d'architecture, etc., etc. élargissent le champ de l'activité féminine. Ce ne sont pas seulement les deux capitales Saint-Petersbourg et Moscou, qui peuvent s'enorgueillir de leurs établissements d'instruction supérieure pour les jeunes filles, mais Kharkov, Kiev, Odessa, Kazan, Dorpat, etc. On assiste en ce moment en Russie à une fièvre de cours supérieurs pour jeunes filles.

Pourquoi, malgré les origines déjà lointaines et la régularité de ce mouvement ascensionnel, pourquoi ce redoublement de ferveur en ces dernières années? D'où vient cet enthousiasme actuel? Est-il profond et durable?

Pour expliquer ces rapides progrès, on pourrait invoquer plusieurs causes d'ordre général ou particulier : le développement très lent, notable pourtant de l'instruction, surtout depuis l'affranchissement de 1861; un oukaze de 1901 accordant aux anciennes élèves des Cours supérieurs le droit de professer dans toutes les classes¹ des lycées et instituts de jeunes filles; un autre de 1906 concédant une demi-autonomie à tous les établissements d'enseignement supérieur, — enfin l'excitation qui suit les grandes crises, telle que la reprise des études à la fin de 1906, après deux ans d'interruption. Toutes ces raisons ne laissent pas d'avoir leur valeur et toutes ont dû contribuer à l'extension des cours. Pourtant il semble difficile de voir en elles la seule explication d'une poussée ininterrompue vers toutes les parties de l'instruction supérieure et de ne pas faire intervenir des facteurs économiques. C'est la misère et la nécessité qui forcent les enfants de familles nombreuses à chercher au plus tôt un gagne-pain qui leur assure l'indépendance; c'est l'abondance des emplois rémunérateurs que procure aux jeunes filles en Russie une instruction étendue qui rend compte de leur extraordinaire empressement aux cours supérieurs.

La pauvreté des étudiantes russes est inimaginable. Beaucoup, filles de nobles ruinés, de bourgeois surchargés d'enfants, de petits artisans, de paysans même, arrivent à la ville d'Université avec tout juste l'argent nécessaire à leur première inscription (50 roubles = 132 fr. 50). D'autres reçoivent à peine quelques roubles par mois; un grand nombre sont obligées de

vivre avec une somme de 5 à 10 sous par jour, quelques-unes se nourrissent de pain et de thé, certaines n'ont pas de quoi manger tous les jours! Or dans les grandes villes, en Russie, la vie est fort chère, elle a beaucoup augmenté encore dans ces dernières années. A Saint-Petersbourg comme à Moscou la moindre chambrette d'étudiant coûte une cinquantaine de francs par mois; le reste à proportion. Les malheureuses cherchent des occupations à tout prix : leçons au rabais que l'affluence des demandes rend très difficiles à trouver, travaux à la machine payés quelques sous, garde de malades, d'enfants, au risque d'attraper leurs maladies contagieuses (coqueluche, diphtérie, etc.). C'est une chance enviée de pouvoir ainsi, après les travaux de laboratoire et de bibliothèque, la sérieuse préparation aux examens, les occupations du jour, gagner assez pour vivre chez soi, indépendante. Faute de ces ressources, la jeune fille est obligée d'aller demander asile à une pension d'étudiantes (*Obchtchéjitié*, mot-à-mot : endroit de vie en commun).

L'officielle, créée auprès des cours eux-mêmes, outre sa surveillance incessante, présente l'inconvénient de ne s'adresser qu'au moins pauvres : le prix en est de 300 roubles, près de 800 francs par an. Restent celles fondées par des sociétés privées ou par la charité d'un particulier. L'étudiante ne s'y trouve pas libre et elle a le sentiment — parfois douloureux — de se sentir une assistée, une nécessaire. Malgré



LA PENSION D'ÉTUDIANTES OU « OBCHTCHÉJITIÉ ».

D'après une photographie.

les efforts, le dévouement même de leurs membres, les maisons de ces sociétés, assiégées de demandes, cherchant à secourir le plus grand nombre possible de détresses absolues, avec des ressources limitées, ne sont pas toujours suffisantes. Il ne reste alors d'autre issue à la jeune fille trop misérable que d'abandonner ses études ou de mourir de faim. L'un et l'autre fait se produisent. Combien d'étudiantes, jeunes filles ou jeunes mères — car les mariages sont précoces — dépérissent, s'étiolent, meurent d'anémie, de tuberculose, d'épuisement avant même d'avoir conquis le diplôme libérateur, ou aussitôt après! Et à la porte des Cours Supérieurs s'étale une longue liste « d'étudiantes rayées faute d'avoir acquitté leurs inscriptions ». C'est la misère noire qui les en a empêchées le plus souvent.

Menacée dans sa vie par les conditions économiques et sociales, l'étudiante russe est encore menacée dans sa liberté par le régime politique. Toute participation à une réunion secrète et toute réunion, même de famille, que n'a pas autorisée la police, toute lecture d'une brochure prohibée (et plusieurs volumes

1. Jusque-là elles ne pouvaient être professeurs que des quatre premières classes, c'est-à-dire des fillettes de 8-10 à 13-14 ans.

